

DÉBATS & OPINIONS

Participez au débat
sur lecho.be

Qu'est-ce que la prospérité?

Au travers de cette question qui vise à redéfinir les objectifs du développement de notre société, quinze chercheurs belges s'interrogent sur les finalités de nos démocraties. Pour eux, il est illusoire d'espérer résoudre les crises économiques et environnementales en faisant l'économie de cette question centrale. Rencontre avec **Isabelle Cassiers** (UCL), qui a conduit leurs travaux.

En 2006, une quinzaine de chercheurs belges se sont donné un rendez-vous singulier: chaque mois, ils se retrouveraient pour s'interroger sur la prospérité. Car tenter de définir ce qu'est la prospérité, ou ce qu'elle devrait être, c'est s'interroger sur l'objectif de notre développement. Or on ne résoudra pas les défis économiques et écologiques sans s'interroger sur cet objectif. Issus de disciplines aussi diverses que l'économie, la philosophie, l'histoire ou l'agronomie, ces chercheurs viennent de publier le résultat de leurs réflexions dans «Redéfinir la prospérité», un ouvrage dirigé par Isabelle Cassiers, professeur d'économie à l'Université catholique de Louvain-la-Neuve.

Pourquoi faut-il redéfinir la prospérité, pourquoi ce concept-là?

► **Isabelle Cassiers** D'une part, il est porteur de quelque chose qui répond à l'espérance des gens. Il vient du latin *prosperus*: conforme à nos attentes, à nos espérances. Cela va à la rencontre d'un sentiment dans la population: le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui n'est pas conforme à nos attentes, malgré l'opulence dans laquelle vit une partie de la population.

Qu'est-ce, au fond, que cette prospérité?

► Deux types de définitions coexistent: celles qui appartiennent au registre de l'avoir – le succès en affaires, l'accumulation de richesse –, et celles du registre de l'être, selon lesquelles la prospérité tend vers un état de félicité, de bonheur, de bien-être.

Un des arguments présentés dans l'ouvrage est que, depuis des décennies, et peut-être des siècles, le système dans lequel nous vivons pousse l'individu et la collectivité vers une définition en termes d'accumulation de «l'avoir» et à négliger une définition qui permettrait une émancipation de «l'être».

Depuis quand serions-nous dans cette logique de «l'avoir»?

► Certainement depuis qu'un objectif de croissance économique s'est mis en place après la



© Thierry du Bois

Isabelle Cassiers est chercheur qualifié FNRS et professeur en sciences économiques à l'UCL.

Seconde Guerre mondiale. Et peut-être depuis l'avènement du système capitaliste et de la pensée économique qui se met en place au même moment.

Aujourd'hui, on observe un contraste entre une croissance économique qui se poursuit sans cesse et une satisfaction de vie qui stagne, voire qui diminue. En Belgique, la hausse du produit intérieur brut (PIB) réel par tête a augmenté de 94 % entre 1973 et 2009, alors que la satisfaction de vie des Belges a diminué sur la même période de 4 %.

inquiet quand la croissance ralentit. Mais derrière ce chiffre, il y a des choses qu'on peut légitimement vouloir encourager et d'autres qu'on pourrait, au contraire, vouloir interdire ou décourager. Tout est mis en vrac dans le même pot. C'est cela qu'il faut refuser.

Revenons à la prospérité. La redéfinir, dites-vous, c'est s'accorder sur les finalités du développement de notre société...

► C'est pour cela que nous ne proposons pas une définition de

selon sa culture, ses critères. Cela nous conduit à être plus respectueux de la diversité des cultures dans un monde globalisé. C'est le moment de la faire: il y a un danger de réductionnisme culturel du fait de la globalisation. Celle-ci ne sera humainement satisfaisante que si elle ne signifie pas l'écrasement de cultures par une culture dominante. C'est le bon moment pour les Européens et les Américains de s'en rendre compte: accepteraient-ils volontiers que leur culture soit écrasée par celle d'un autre peuple, par exemple chinois?

On est à l'aube, estimez-vous, d'une révolution comparable à celle qui a vu l'avènement du capitalisme. Un coauteur parle même de «post-capitalisme»...

► Je crois que nous sommes à un tournant de civilisation. Dans la mesure où il apparaît de plus en plus évident que le régime dans lequel nous avons vécu en tout cas ces soixante dernières années et probablement 500 dernières années n'est plus tenable. Ce modèle de croissance n'est plus viable. Et ceux qui nous parlent de «croissance verte» ne sont pas réalistes: les études montrent que ce n'est pas simplement par progrès technologiques qu'on pourra répondre aux défis qui nous attendent. Il faut imaginer un changement de comportements beaucoup plus radical.

Est-ce que les problèmes auxquels nous sommes aujourd'hui confrontés sont liés au capitalisme? Est-ce qu'on pourra les dé-

passer sans passer à autre chose que le capitalisme? Nous ne le savons pas. Mais il me semble que la plupart des grands tournants se font en conservant certains éléments de l'ancien système.

Vous ne faites pas appel au terme de «décroissance». Le rejetez-vous?

► Quand on parle de décroître,

on en est conscient, plus on répète les concertations et la mise en œuvre du tournant, moins il sera brutal.

Je pense qu'énormément de personnes sont conscientes de la nécessité du changement, à tous niveaux de la société. Le problème, c'est que tous les signaux des institutions de la société sont encore ceux fournis par les anciennes lo-

■ **Propos recueillis par Frédéric Rohart**

«Cessons de faire semblant, prenons la mesure du tournant.»

on a l'impression de repartir en sens inverse sur la même trajectoire. C'est un changement de trajectoire qu'il faut opérer. On peut le faire avec une visée de croissance, mais ça doit être une tout autre croissance: la croissance de l'être, par exemple, plutôt que la croissance de l'avoir. Ça ne doit plus se situer dans le registre de la croissance du PIB, de la valeur marchande. Il s'agira de faire croître ce qui développe les potentiels de l'être humain.

Vous parlez d'un changement radical. Comment le voyez-vous arriver?

► Soit il va se faire par succession de catastrophes, soit – et je nous le souhaite – il va se faire par anticipation du changement. Par des prises de décisions qui devront se faire à des niveaux collectifs ou internationaux. Plus

giques. Donc l'individu est pris, alors même qu'il sait qu'il doit aller vers du changement, dans un réseau de signaux qui l'encourage à ne pas changer.

Votre intention est de poser les «jalons pour un débat public». C'est une démarche politique...

► Nous pensons que notre rôle d'intellectuels est de souligner l'importance et l'urgence du problème et d'essayer de montrer comment des bribes de changements déjà existants peuvent se coordonner en un tout cohérent. Et donner des outils pour ceux dont l'engagement est politique. C'est un débat qui doit se diffuser dans tous les lieux de réflexion, y compris dans les entreprises.

Les entrepreneurs ont-ils déjà commencé à s'en emparer?

► Quand il était encore patron de

la FEB, Thomas Leysen a estimé que «le modèle macroéconomique actuel touche à sa fin», qu'il faudra bien arriver à «une macroéconomie sans croissance» et donc «imaginer autre chose». C'est notamment à nous, scientifiques, d'apporter de nouveaux outils pour réinventer un modèle.

Je pense que beaucoup d'entrepreneurs, sur le plan individuel, peuvent être tristes de ce qui se passe dans leur entreprise, la pression qui est faite sur les performances au travail, les *burn-out*... Si déjà une réflexion pouvait se faire en entreprise sur «le travail vivant» – dont un auteur traite dans le livre –, si on pouvait redonner à chacun plus d'initiative et de parole...

Les syndicats eux aussi ont à réfléchir. S'ils pouvaient redéployer une réflexion non plus sur la hausse du pouvoir d'achat mais sur ce qu'est la prospérité au travail et la revendiquer. Sortir du consumérisme dans lequel ils ont été poussés, mais auquel ils ont collaboré. Naturellement, ils ne peuvent pas le faire dans un contexte où les inégalités de revenus augmentent.

Vous vous positionnez en chercheur engagée, c'est plutôt rare...

► On ne peut jamais être neutre en tant que chercheur. Or je pense qu'il y a beaucoup de chercheurs qui sont engagés sans le dire ou sans le reconnaître. Qui sont tellement dans la ligne d'un système dominant qu'ils ne perçoivent pas que ce système peut être remis en question.

Nous ressentons que notre responsabilité d'intellectuels est d'attirer l'attention sur un état d'urgence. Redéfinir la prospérité, c'est une question fondamentale, urgente et difficile. Il faut s'y atteler. On doit cesser de faire semblant que d'avoir le dernier gadget vous rend plus heureux alors que ces comportements préparent des catastrophes. Le problème est qu'on ne le dit pas assez. Il faut prendre la mesure de ce tournant. Et oser s'y inscrire. ■

Isabelle Cassiers et alii, «Redéfinir la prospérité», éditions de l'aube, 25 euros.



Ecrivez-nous

Vous souhaitez réagir? Un sujet d'actualité vous interpelle? N'hésitez pas à nous faire part de votre opinion. Envoyez-nous vos textes (5 000 signes maximum) par courrier électronique à l'adresse: debats@lecho.be